

Le casse de l'année :
72 % des bénéficiaires de
Renault filés aux
actionnaires

l'étincelle

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 29 avril 2014

« Ils » ne servent à rien, « ils » nous coûtent cher... ... licencions les actionnaires !

Alors que les formulaires de déclaration d'impôt parviennent dans nos boîtes aux lettres, il n'est pas inutile de rappeler que, contrairement à une idée reçue, les étrangers en paient aussi.

En 2009, les 5,3 millions d'étrangers vivant en France ont payé 3,4 milliards d'euros d'impôt sur le revenu. Mais les étrangers contribuent encore davantage au budget de la Sécu.

Toutes branches confondues (maladie, retraite, chômage), ils ont versé, toujours en 2009, 32,6 milliards d'euros.

Au total, les étrangers ont contribué en 2009 au financement des dépenses publiques pour 12,4 milliards d'euros de plus qu'ils n'ont consommé de prestations sociales et d'éducation.

Travailleurs français ou immigrés, nous créons les richesses côte à côte, nous cotisons tous. Nous devons avoir les mêmes droits.

Les boucs émissaires

La bourgeoise et héritière Marine Le Pen a eu le culot d'affirmer à l'émission « Des paroles et des actes » le 11 avril dernier, que l'immigration « pesait à la baisse » sur les salaires des travailleurs français. Mensonge.

En réalité, c'est l'Etat, quand il durcit les conditions de séjour des immigrés, qui les met un peu plus à la merci de patrons sans scrupules et de mafias. C'est l'Etat qui les contraint ainsi à travailler pour moins cher, plus longtemps, en courant plus de risques. Au final, cette pression se répercute sur tous.

En menant plusieurs grèves pour leur régularisation ces dernières années, les travailleurs immigrés ont montré quels camarades de lutte ils pourraient être, pour peu que nous nous battions tous ensemble et soyons solidaires entre nous contre nos exploités communs

Les vrais assistés

Pour sa part, notre gouvernement, comme la droite avant lui, et comme le ferait l'extrême-droite si elle parvenait au pouvoir, nous impose la solidarité... avec les riches !

Ce n'était pas assez que Sarkozy supprime l'impôt sur la fortune. Ce n'était pas assez qu'Hollande enterre sa promesse de faire payer – un peu – plus les riches. La bourgeoisie veut du cash.

Déjà sous perfusion d'aides d'Etat à hauteur de dizaines de milliards par an, le Pacte de responsabilité lui offre 50 milliards de plus. Cela correspond à un million d'emplois payés 2 000 euros par mois, cotisations patronales incluses (ce qui en plus résorberait le « trou de la Sécu »). Au lieu de quoi, les patrons du CAC40 vont s'empresse de jouer cette somme au casino de la spéculation boursière.

Pendant ce temps là...

Valls a annoncé 10 milliards d'économies sur l'assurance-maladie, l'assurance-chômage et les retraites complémentaires, ainsi que le gel des prestations sociales (retraite, famille et logement). Et il faut encore ajouter le gel jusqu'en 2017 du point d'indice, qui sert à calculer le salaire des 5 millions de fonctionnaires.

Le traitement de base de tous les agents de la fonction publique est gelé depuis 2010. Résultat : leur pouvoir d'achat a perdu presque 15 % en 10 ans ! Pas question que ça continue.

Cette mesure vise en fait l'intégralité du monde du travail, du public comme du privé. Car si on gèle le salaire des uns, c'est pour mieux baisser celui des autres.

Ne pas se tromper de cible

Tous ces gels et baisses de salaires imposés par le gouvernement au public ou au privé via les accords de compétitivité, iront tout droit dans les poches du patronat sous forme de dividendes grassement payés aux actionnaires.

Pour trouver de l'argent tout est bon, accuser les pauvres de leur pauvreté, les fonctionnaires de leur prétendue sécurité de l'emploi ou les étrangers de ce qu'on leur oblige à accepter.

Ne nous trompons pas de cible. Les vrais parasites, ce sont les capitalistes.

Carlos awards

Les « president awards » (prix du président) avaient lieu hier à l'amphi Gorges Besse. Les gagnants ont été choisis parmi les 10 nominés de chaque catégorie (dirigeants et collaborateurs), pour avoir « *contribué de façon exceptionnelle à la performance de l'entreprise* ». Ils ont eu droit à un trophée, une poignée de main et une photo avec Ghosn (comme chez Mickey). De l'émulation à moindre coût.

Grandes manœuvres et petites rallonges

La direction a fixé des quotas pour les Augmentations Individuelles (AI) des ETAM (qu'elle s'est bien gardée de communiquer publiquement) : 1 % d'AI (pour 30 % des ETAM), 2 % (pour 10 % des ETAM) ou 3 % d'AI (pour 10 % des ETAM). La prime de 500 € brut doit être versée à 40 % des ETAM. Ce qui veut dire qu'au moins 10 % des ETAM n'aura rien. On est loin du compte, d'autant plus qu'en 2013, c'était 0 % d'AGS et d'AI.

Au N+1 de choisir ensuite qui aura quoi, et de l'annoncer individuellement à chacun. Une usine à gaz dont le rendement est, au final, très faible.

Les passages cadre encore dévalorisés au 1^{er} avril : ce n'est pas un poisson

Sous prétexte de simplification, les possibilités de passer cadre ont été réduites : 108 ETAM Renault France ont été promus cadres en 2013 contre 177 en 2012. Les revalorisations de salaire ont aussi été revues à la baisse au 1^{er} avril : de 18 à 12 % pour les diplômantes, et à 4 % pour les qualifiantes.

D'où des différences de traitement entre des ETAM ayant suivi les mêmes cursus : ceux qui ont été promus cadres entre fin 2013 et début 2014 ont été revalorisés de 18 %. Mais ceux qui l'ont été après le 1^{er} avril n'ont eu que 12 ou 4 %. La direction change les règles du jeu en cours de route : inacceptable !

Trop sérieux pour jouer au yoyo

L'action Renault a gagné 25 % depuis le 1^{er} janvier 2014. Son cours fait du yoyo depuis l'introduction de Renault en Bourse en 1994 : 120 € en 2007, 10 € en 2009, autour de 70 € aujourd'hui... Qui peut prévoir la suite ? Une évolution déconnectée de la valeur de la production, et des réalités quotidiennes des salariés. Et un système qui fragilise entreprises et emplois. Renault a vécu longtemps sans être coté en Bourse. Il est toujours temps d'en ressortir.

Les parasites

Lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du mercredi 30 avril, ces derniers vont se voter le versement de 502 millions d'euros de dividendes, soit 72 % du bénéfice net de Renault en 2013. Depuis 2011, les actionnaires auront empoché 1,4 milliards d'euros de dividendes. Voilà où des économies rapides et efficaces pourraient être faites.

Les Actionnaires Anonymes

Pas facile de savoir qui possède le capital de Renault. L'Etat français et Nissan en ont 15 % chacun. Daimler, 3,1%. Les salariés et retraités Renault, 2,6 %. Renault, 1,28 %. Mais quid des 63 % actions restantes, c'est-à-dire de leur majorité ?

Elles seraient partagées entre des actionnaires individuels (10 %) et institutionnels (53 %). Parmi eux, Norges Bank (un fonds pétrolier norvégien) et The Capital Group Companies (un des trois plus gros fonds de pensions au monde) avec près de 5 % chacun. Mystère sur les autres que la loi sur les sociétés n'oblige pas à sortir de l'anonymat.

L'opacité est la manière dont se gèrent les affaires sous le capitalisme. La seule transparence véritable serait l'ouverture totale des comptes et le contrôle de l'entreprise par les travailleurs.

Renault tiré par l'Europe

« *L'Europe se prépare à un fort rétablissement* », selon Ghosn. Les marchés émergents régressent alors que le marché européen a cru de 8,2 % au premier trimestre 2014. Les ventes de Renault y progressent même de +17,7 %. Dans le reste du monde, celles-ci baissent de 7,9 %, voire de 30 % en Asie-Pacifique.

La baisse du marché Européen avait servi de prétexte à la direction de Renault pour imposer des accords dits de « compétitivité » en France et en Espagne. Cette baisse étant passagère, il n'y a pas de raison que les sacrifices imposés aux salariés continuent.

Les patrons voyous du nettoyage

Les deux salariés de PEI Lardy mis à pied ont finalement été licenciés, malgré trois semaines de grève et l'intervention de l'inspection du travail. PEI les accuse désormais d'avoir cherché à monter les salariés contre leur direction, ainsi que de vol de matériel et de produit (alors que c'est PEI qui ne les fournissait pas !) dans le but de nuire à la société.

La direction de PEI menace maintenant de licencier deux chefs d'équipe de Lardy. Leur tort ? Avoir participé à la grève en soutien à leurs collègues. Des méthodes scandaleuses, avec la complicité active de pseudo-syndicalistes recrutés parmi les chefs de PEI, et que Renault laisse faire.

Renault ou prestataires : nous ne pouvons pas tolérer que des patrons fassent ainsi régner la terreur.

Renault-Trucks en grève

La direction de Renault-Trucks (filiale de Volvo) a annoncé un plan de suppression de 1300 emplois (dont 800 intérimaires et prestataires) en France, alors que les ventes sont en hausse et que l'entreprise fait des bénéfices. Les salariés étaient en grève jeudi pour défendre leurs emplois.

A Renault-Trucks comme ailleurs, un même mot d'ordre : interdiction des suppressions d'emploi !